



Nouvelles menaces américaines envers l'Iran concernant son programme nucléaire

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2007

[WSWS](#) 30 mai 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

L'administration américaine a répondu de façon agressive au dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur le refus de l'Iran de suspendre son programme nucléaire en exigeant une troisième résolution de l'ONU et des mesures plus dures. Le rapport, qui a été remis aux états membres de l'AIEA mercredi passé, prépare le terrain à une intensification des tensions dans le Golfe persique où la marine américaine a commencé de façon provocatrice des manœuvres d'envergure le même jour.

Washington a déjà fait pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU en décembre et en mars pour qu'il adopte des résolutions demandant que l'Iran suspende ses activités d'enrichissement de l'uranium, qu'il arrête la construction de son réacteur de recherche à l'eau lourde et qu'il permette des inspections plus poussées de l'AIEA. La dernière résolution visait quinze individus et treize organisations, y compris une importante banque iranienne. Elle imposait aussi des sanctions au Corps des gardiens de la révolution, qui n'est pas directement lié au programme nucléaire iranien, mais que les Etats-Unis accusent d'armer la milice anti-occupation du pays voisin, l'Irak.

Les principales puissances européennes (la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne) se sont rangées sans critiques derrière l'administration Bush pour soutenir la résolution de mars. Bien qu'elles s'objectaient à des mesures précises, la Chine et la Russie ont refusé de remettre en cause la substance des mesures parrainées par les Etats-Unis dont le but est de donner à Washington une justification pour continuer sa campagne pour isoler et paralyser le régime iranien et le prétexte d'une future action militaire. Sous pression des Américains, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Qatar ont retiré leur proposition d'amendements mineurs et ont voté pour la résolution.

Voilà la « communauté internationale » constamment invoquée par les officiels américains lorsqu'ils exigent que l'Iran se plie aux demandes américaines. « Le monde a parlé et a dit non aux programmes d'armements nucléaires », a déclaré Bush le jeudi 24 mai, indiquant que les Etats-Unis tordront une fois encore le bras des autres grandes puissances « pour renforcer notre régime de sanctions ». Faisant plus précisément référence à la Chine et à la Russie, Bush a déclaré : « La première chose que ces dirigeants doivent comprendre, c'est que l'Iran doté d'une arme nucléaire serait incroyablement déstabilisant pour le monde. »

Bush considère comme un fait que les programmes nucléaires iraniens ont pour but la production d'armes, mais son administration n'a présenté aucune preuve en ce sens. Le rapport de l'AIEA confirme seulement ce que Téhéran a déjà déclaré publiquement : qu'il continuera le développement de son usine d'enrichissement de l'uranium à Natanz dans le

but de produire du carburant pour les réacteurs nucléaires qu'il prévoit construire. La plus récente inspection de l'usine de Natanz, il y a deux semaines, a trouvé que 1312 centrifugeuses étaient fonctionnelles, que 300 autres étaient testées et qu'environ 300 autres étaient en construction. Des échantillons collectés par les inspecteurs de l'AIEA ont établi que l'uranium était enrichi à environ cinq pour cent, la concentration requise pour un réacteur nucléaire, pas à 80 ou 90 pour cent comme la construction d'une bombe l'exige.

L'Iran a insisté à maintes reprises qu'il avait le droit en vertu du Traité de non-prolifération nucléaire de développer tous les aspects de la technologie nucléaire dans un but pacifique. Comme dans les précédents rapports depuis dix ans, l'AIEA n'a trouvé aucune preuve permettant d'établir que l'Iran était engagé dans des programmes d'armements. L'agence ne pouvait que dire qu'elle « ne pouvait pas offrir l'assurance... sur la nature exclusivement pacifique » des programmes nucléaires de ce pays. Le président de l'AIEA Mohamed ElBaradei a dit aux journalistes jeudi dernier qu'il faudrait à l'Iran entre trois et huit ans pour produire l'arme nucléaire, si on supposait que c'est ce qu'il voulait.

Pour l'administration Bush, les allégations de « programmes d'armes nucléaires » iraniens sont un prétexte utile pour intensifier la pression sur Téhéran, justifier sa campagne à peine voilée de « changement de régime » et brandir la menace d'une opération militaire. Plus tôt la semaine dernière, *ABC News* a révélé que Bush avait officiellement autorisé la CIA à mettre en œuvre des opérations secrètes afin de déstabiliser le gouvernement iranien.

Au même moment, la Maison-Blanche soutient hypocritement qu'elle cherche à résoudre le conflit de manière diplomatique. Toutefois, ses affirmations sont démenties par sa réaction à l'appel à un compromis par ElBaradei. A la suite de la récente inspection par l'AIEA, il a déclaré au *New York Times* que les scientifiques iraniens semblaient avoir résolu les problèmes de fonctionnement des centrifugeuses à gaz. « Du point de vue de la prolifération », a-t-il déclaré, « la réalité est que les objectifs de la suspension [du programme nucléaire] — les empêcher de développer le savoir — ont été dépassés par les événements. » Plutôt que de continuer à insister pour un arrêt complet, ElBaradei a proposé que des efforts diplomatiques soient entrepris afin de contenir le programme et permettre à Téhéran de sauver la face en maintenant un enrichissement limité d'uranium.

Vendredi, des représentants américains, britanniques, français et japonais ont rencontré ElBaradei afin de protester officiellement contre ces commentaires, qui vont à l'encontre selon eux des résolutions américaines qui insistent que l'Iran cesse toute activité d'enrichissement d'uranium. Cette critique avait non seulement pour but de rappeler à l'ordre le directeur de l'AIEA, mais aussi d'empêcher toute action, venant particulièrement de la Russie et de la Chine, qui viserait une entente permettant l'établissement d'une usine expérimentale ou d'installations d'enrichissement complet dirigées par un consortium international. Alors que d'autres puissances poursuivent les pourparlers avec l'Iran, l'administration Bush refuse catégoriquement de négocier sur la question nucléaire tant que Téhéran n'aura pas d'abord cessé ses activités d'enrichissement.

Les Etats-Unis font l'étalage de leur force militaire

Le plus sinistre présage des intentions de l'administration Bush fut la démonstration la semaine dernière de la puissance navale américaine dans le Golfe persique. Deux groupes de porte-avions dirigés par le USS John C. Stennis et le USS Nimitz furent rejoints par un troisième groupe de combat, comprenant un sous-marin d'assaut et cinq larges vaisseaux mer-sol dirigés par le navire d'assaut amphibie Bonhomme Richard. Neuf vaisseaux de

guerre de cette énorme armada ont passé mercredi dans le détroit d'Ormuz, en plein jour. D'habitude, la marine américaine effectue le passage de nuit.

Bien qu'un officiel américain ait tenté de rassurer les médias que ceci ne se voulait pas une épreuve d'intimidation, l'opération visait clairement à menacer l'Iran. Les marchés internationaux ont certainement compris le message, faisant grimper le prix du baril de pétrole à 71 \$. Les entraînements militaires, qui n'avaient pas été annoncés, se dérouleront durant deux semaines et comporteront des exercices aériens, au sol et de sous-marins. Les deux porte-avions ont à leur bord 140 avions de guerre, des missiles de croisière et environ 17.000 marins. Les opérations se termineront par un exercice de débarquement amphibie au Koweït, pas très loin du territoire iranien.

Les représentants américains continuent d'insister publiquement qu'il n'y a pas de plan de bombardement de l'Iran, mais les éléments les plus militaristes de l'administration Bush ne font un secret de leur appui pour une nouvelle aventure militaire. Il y a deux semaines, debout sur le pont du USS John C. Stennis, le vice-président Dick Cheney déclarait: « Nous sommes unis avec d'autres afin d'empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire et de dominer la région. » Malgré les démentis publics, une série de fuites dans les médias au cours des deux dernières années rendent claire que le Pentagone a déjà rédigé le plan détaillé d'une attaque aérienne massive contre l'Iran.

L'ancien ambassadeur américain à l'ONU, John Bolton, libéré des contraintes de son poste, apparaît de plus en plus comme le porte-parole des tenants de la guerre à la Maison-Blanche elle-même et partout ailleurs. Sur *Fox News*, mercredi, il accusait les puissances européennes de manquer de sérieux. « Au cours des derniers mois, ils voulaient des sanctions sans douleur. Ils ne veulent pas interférer avec le commerce et les investissements pour l'Iran. Cela ne fonctionne pas, et tant qu'ils ne seront pas sérieux, ils ne régleront pas le problème. »

Bolton a demandé « une augmentation importante de la pression, et si les Européens ne peuvent y parvenir rapidement, nous devons malheureusement faire autre chose, comme changer de régime, ou, en dernier ressort, recourir à la force de frappe des Etats-Unis. » Pour ne pas être en reste, il s'est attaqué à ElBaradei, le décrivant comme un « défenseur de l'Iran dès le départ ». « Une chose sur laquelle nous devons être très clairs avec l'AIEA est de dire à son directeur général d'aller se rasseoir et de cesser de tenter d'interférer avec nos efforts pour prévenir la prolifération. »

Le *Times* rapportait hier que la semaine prochaine « un groupe de puissants néo-conservateurs — y compris certains de ceux qui sont les plus actifs partisans d'une invasion de l'Iran — planifie de se réunir pour une conférence toutes dépenses payées intitulée « Face à la menace iranienne : la voie de l'avant » dans un luxueux tout inclus aux Bahamas ». Ce groupe sélect d'invités de près de trente personnes, y compris l'actuel ambassadeur à l'ONU, Zalmay Khalilzad et sa femme, le sous-secrétaire d'Etat, Paula Dobriansky et quatre autres représentants en service de l'administration Bush. Sponsorisé par la Fondation pour la défense de la démocratie, une organisation de droite, la rencontre vise à « rassembler un vaste éventail d'experts afin d'examiner toutes les options pour traiter avec l'Iran ».

C'est dans ce climat que les représentants américains et iraniens de niveau intermédiaire doivent tenir des discussions bilatérales à Bagdad lundi — pour la première fois depuis des années. La rencontre doit se concentrer exclusivement sur l'amélioration de la sécurité de

l'Irak occupé par les États-Unis et va sans doute être dominée par les allégations non fondées que Téhéran fournit des armes et de l'entraînement aux milices anti-américaines en Irak. Toute discussion sur le programme nucléaire iranien a été exclue d'avance — laissant à la Maison-Blanche la liberté d'intensifier agressivement la pression diplomatique, économique et militaire sur Téhéran dans les semaines à venir.

Article original en anglais publié le 26 mai 2007.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Peter Symonds](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca